

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 08 JUILLET 2020

641

www.malikile.com

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Comment
Karim
Keita
dilapide
nos sous ?**



Marche du M5-RFP : Vers un vendredi noir ?



**Dans l'attente du vendredi 10 juillet :
Les manœuvres désespérées d'IBK**



**LIBÉRER
L'HONORABLE
SOUMAILA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	Comment Karim Keita dilapident nos sous ?	P.4
Brèves	Sénégal : Exclu de l'APR, Cissé Lô va perdre son mandat de député	P.10
	Justice : La covid-19 sauve Hadi Niangadou du Pôle Economique et Financier de Bamako	P.10
	Economie : Les ouvertures de crédit en souffrance	P.10
	Axe Bandiagara et Sévaré : Un médecin enlevé par des hommes armés	P.11
	Contestation contre le régime IBK : L'imam Dicko et le M5-RFP divisent à l'Adema 11	P.11
	Communiqué relatif à notre refus de participer aux cérémonies commémoratives de la signature de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali	P.11
	Association Yirwere Pulaaku en conférence de presse : « Nous œuvrerons de toutes nos forces par le biais du dialogue pour le retour de la paix au Centre du Mali », dixit la Présidente, Mme Cissé Assoumaou Barry	P.12
	Actualité	Hadj 2021 : Le cap maintenu
	Situation épidémiologique de la Covid-19 au Mali : OCHA-Mali souligne une baisse du nombre de nouveaux cas confirmés à Bamako	P.15
	Mémoire de fin d'études universitaires : Un calvaire pour les étudiants au Mali 16	P.16
	Pèlerinage : La Maison du Hadj intensifie les actions !	P.17
	Télécommunication : SOTELMA-MALITEL multiplie ses actions !	P.18
Politique	Marche du M5-RFP Vers un vendredi noir ?	P.19
	Dans l'attente du vendredi 10 juillet : Les manœuvres désespérées d'IBK	P.20
	Crise sociopolitique : Tiébilé Dramé rase les murs !	P.22
	Moussa Mara et le régime IBK : Rupture consommée ?	P.23
Culture & société	Épisiotomie : Une souffrance lors de l'accouchement	P.25
International	Nouveau gouvernement français : Jean Castex, le Premier ministre français, a dévoilé son nouveau gouvernement	P.26
	COVID-19 dans le monde : Des scientifiques alertent sur la possible transmission du coronavirus dans l'air	P.27
Sport	Mamoutou Touré « Bavieux », président de la Femafoot : «Il n'y a aucun problème entre la Fédération et le Ministère des Sports...» «Notre souhait est de finir le championnat national pour sauver l'essentiel»	P.28



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampinkile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



Comment Karim Keita dilapide nos sous ?

Votre quotidien Malikilé n'a pas voulu se joindre à certains voyeuristes à la suite de la diffusion sur les réseaux sociaux de vidéos, disons-le clairement, pornographiques sur Karim Keita et certains de ses amis. Nous rangeons ces faits dans le domaine de sa vie privée que nous respectons. Laissons donc Karim Keita et penchons-nous sur l'homme public, le présumé « honorable député » et qui plus est le président de la prestigieuse et sensible Défense, Sécurité et Protection Civile de l'Assemblée nationale. Largement diffusées sur les réseaux sociaux, ces vidéos montrent le président de la Commission Défense, Sécurité et Protection Civile de l'Assemblée Nationale en compagnie d'amis

au cours d'une fête pour le moins délurée sur un yacht de luxe.

Comme toute réaction, le député s'est confondu en justifications, mais d'une manière très gauche. « Des esprits malintentionnés veulent me mêler à une cérémonie privée organisée à l'étranger par des amis où je n'ai fait qu'une très brève apparition et dont je n'étais ni chargé du menu, ni de la liste des invités. Mon engagement pour le Mali et le peuple malien demeure entier... Ce déplacement à titre privé n'a évidemment pas coûté le moindre centime au contribuable » !

« Mon engagement pour le Mali et le peuple malien demeure entier ».. est la phrase qui nous fait revenir sur ce sale dossier. Car, enfin,

il est temps que M. Keita cesse de se moquer et d'insulter les maliens. Sa fonction est aujourd'hui une des plus importantes au Mali. Avec sa Commission, il est censé être au courant de tous les dossiers sensibles du Mali et même ceux frappés du fameux « Secret Défense ». Doit-on, au moment où l'on occupe un tel rang se retrouver en certains endroits quelles qu'en puissent être par ailleurs les raisons ? Qui pourraient garantir que des confidences sur l'oreiller ne mettraient pas la vie de nos soldats en danger ? Qui peut assurer qu'une puissance extérieure forcément au courant de toutes les excentricités de nos gouvernants n'ont pas infiltré ces parties fines pour ne pas dire hard ? Cela aurait été un jeu d'enfants si l'on voit la facilité avec laquelle des images censées ne jamais exister ont été captées et diffusées.

La piste d'un maître-chanteur entre les mains desquelles ces images seraient tombées aurait pu mettre en danger la vie de nos hommes sur les théâtres d'opération et exposé notre armée nationale à de très grandes vulnérabilités.

Enfin la profusion d'alcool mêlés à d'autres plaisirs peut amener à dévoiler des secrets d'état sans savoir ce que l'on dit et même à qui l'on s'adresse.

Une autre raison non moins importante nous fait revenir sur cette affaire. C'est quand prenant les maliens pour ce qu'ils ne sont pas, le président de la Commission Défense ment crânement en affirmant que « Ce déplacement à titre privé n'a évidemment pas coûté le moindre centime au contribuable » ! Faux et archi-faux. Toutes les personnes qui apparaissent sur les fameuses vidéos sont aujourd'hui clairement identifiées. Toutes sans aucune exception. Et malgré les promotions administratives spectaculaires dont certains ont bénéficié dans la haute fonction publique ou les captations de marchés publics au profit d'autres, aucun ne financerait une virée qui coûterait au bas mot deux cent millions de nos francs, jets privés et location privative de yacht de luxe compris.

D'où vient tout cet argent dilapidé aussi facilement.

Les faits sont clairs et nets : ils volent les maliens et viennent ensuite les narguer. Sous d'autres cieux la démission du fautif serait automatique.

Mais tous ces faits rappellent tristement le



Président Ibrahim Boubacar Keïta lui-même qui a été souvent pris dans des démesures qui ont choqué les Maliens. « À un sommet de l'Assemblée générale des Nations-Unies, il a été le seul chef d'État du monde à amener avec lui à New York une délégation d'une cin-

quantaine de personnes. Pendant que lui-même logeait dans une suite présidentielle d'un hôtel VIP new-yorkais de 6.000 dollars la nuitée, ses enfants proches occupaient des chambres de 3.500 dollars et le reste de sa pléthorique et encombrante dé-

légation, chacun une chambre de 1.500 dollars... Puis, le voilà à Paris, à l'hôtel Plaza où la chambre la plus ordinaire coûte 1.180 euros la nuitée mais trop banale pour IBK qui séjournera des jours durant dans la suite de 3.500 euros la nuitée.

Nous faut-il rappeler les 1250 milliards de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire 2013-2018, gigantesque bonneteau qui sera un scandaleux gâchis financier au grand malheur de l'armée malienne ? Et les centaines de soldats tués parce que faute d'avoir les moyens de se défendre ? Aïe! Les crimes de cette famille tenant la République en haute perversité sont innombrables ».

Et c'est tout cela qui fait aujourd'hui la force du M5-RFP que Keïta le père minimise cependant. Mais le réveil risque d'être brutal pour lui et tous ces petits courtisans qui gravitent autour de lui. Et qui n'ont excellé que dans l'art de faire du Mali une république bananière déconsidérée !

■ Yama DIALLO



Ousmane Goro

PAYS DOGON/BANKASS: Arrestation de deux chefs terroristes locaux et une dizaine d'autres lors d'une opération de l'armée.

Hier Dimanche, 5 Juillet 2020, les populations locales ont observé le regroupement d'une soixantaine de motos et de 8 Pick up autour du village de Kouroukanda. Alertée, les FAMA ont cette fois-ci promptement répondu à l'appel et à leur arrivée, plusieurs des assaillants qui s'apprêtaient à attaquer le village ont pris la fuite. Néanmoins, la détermination des forces de l'ordre, dans la course poursuite a permis d'arrêter une dizaine de terroristes dont des chefs locaux, l'un venant de Bosso peul du nom de Ali Diakité et les autres de Doukoro peul du nom de Souley Diakité et Ousmane Diakité. Les FAMA ont aussi récupéré des motos et autres matériels de guerre. Selon une source joint par www.lepaysdogon.net, les terroristes arrêtés sont des fils du terroir bien connus dans la zone. Ils ont été mis à la disposition de la justice qui avait déjà ouvert une enquête. Selon un élu de la localité, ces hommes mal intentionnés ont tout simplement voulu enchaîner avec leur oeuvre de terreur après le massacre de Gouari, Djimto, Pangadougou et Diallakanda dont ils seraient les auteurs.

www.lepaysdogon.net / Bankass



Média A

RASSEMBLEMENT DU 10 JUILLET 2020
LE GOUVERNEUR DU DISTRICT DE BAMAKO EST DÉJÀ INFORMÉ DU GRAND RASSEMBLEMENT.
PEUPLE MALIEN
DEBOUT POUR LE MALI



Ibrahim Ikassa Maïga

L'éventualité d'une désignation au sein d'un Sénat est purement chimérique pour les candidats recalés aux législatives de 2020.

Et, cela m'étonnerait d'ailleurs qu'ils daignent accepter une telle proposition dont la mise en application est plus qu'hypothétique :

- il faut d'abord passer par une révision constitutionnelle, mais quand? Chose pas sûre par les temps qui courent !

- la nouvelle constitution devrait prévoir la création d'un Sénat,

- le cas échéant, le mode de désignation des sénateurs devrait permettre des nominations dans telles conditions ou de tels profils, que les députés devraient réunir, etc.

IBK serait-il en mesure d'opérer ces réformes et désignations, dans les délais utiles.

Time will tell ! Mais, pour l'instant cela relève de la chimère !



Moussa Nouhoum Guindo

Félicitations aux députés de Yelema pour le refus de participer à cette fallacieuse anniversaire de l'accord pour la paix.



Mahamadou Yacouba Maiga



L'œuvre la plus aimée d'Allah :

Les études scientifiques ont confirmées que le fait de faire sa prière régulièrement à l'heure active l'activité des cellules et augmente l'efficacité du système immunitaire. Cela prévient également les crises cardiaques et structure les cycles hormonaux. Ceci car les heures de la prière coïncident avec les cycles d'activité du corps humain.

Ces études ont également confirmé que le fait de faire la prière de façon désordonnée peut causer des désordres dans les cycles de travail du cœur et du cerveau.

Gloire à Dieu ! Lorsque le noble prophète a été questionné sur l'acte le plus aimé auprès de Dieu, il a répondu : (Faire la prière à l'heure).

Dieu le très Haut dit :

« Certes la prière demeure pour les croyants, une prescription à des temps déterminés. » (Les femmes – 103)



PINAL

Par Amadou Aliou N'Diaye

Magistrat à la retraite

Ancien Président de la Cour Suprême du Mali

Officier de l'Ordre national

Source: Nouvelle Libération

Démission d'un chef d'Etat en exercice, constitution et coup d'Etat ?

Par Nouvelle Libération - Date: il ya 1 heure

Démission d'un chef d'Etat en exercice, constitution et coup d'Etat ?

La République du Mali est un Etat de Droit régie par une constitution, celle du 25 Février 1992, une pure émanation du Peuple malien, de laquelle constitution se dégage le principe directeur suivant : « GOUVERNEMENT DU PEUPLE PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE. »



Il résulte de ce principe constitutionnel que dans une République démocratique pluripartiste telle que la République du Mali, la souveraineté appartient au Peuple et à lui seul.

Le Pouvoir appartient en conséquence au Peuple qui peut le confier pour une mandature donnée au Président de la République.

Ce Pouvoir souverain, déterminé et précisé par le Peuple, dans une constitution, qui est sienne, (car résultat d'un referendum), est confié dans son exercice, au Président de la République, après le passage de celui-ci par le moule d'une voie sélective : la voie électorale.

Une fois élu le nouveau Président de la République prête serment devant le Peuple de respecter la constitution, de rester toujours auprès de son Peuple et de défendre ses intérêts dans la justice, l'honneur et la dignité.

Lorsque ce Peuple constate, les preuves à l'appui, que ce Chef d'Etat a lourdement failli à ces obligations, il est en droit de lui reprendre démocratiquement le Pouvoir confié en exigeant sa démission.

Le Président peut accepter ou refuser de démissionner :

1) S'il accepte, dans ce cas, il remet le Pouvoir à son légitime propriétaire, à savoir le Peuple souverain, c'est là une voie régulière à suivre, pleine de dignité, la voie légale.

2) S'il refuse, peut-on l'obliger à démissionner ?

Bien sûr que oui :

a.) Cela constituerait-il une violation de la CONSTITUTION ?

Pas du tout car la constitution ne concerne pas d'une certaine manière le Peuple mais plutôt et directement l'exercice du Pouvoir que ce Peuple lui a confié. Le Peuple est en dehors de la constitution laquelle n'est autre que l'émanation du Peuple ?

b.) Par ailleurs une telle obligation à démissionner constitue-t-elle UN COUP D'ETAT ?

Pas du tout, car le coup d'Etat se définit selon le Dictionnaire Larousse français comme suit : « La prise illégale du Pouvoir par une personne ou un groupe qui exerce des fonctions à l'intérieur de l'appareil étatique ; on parle de putsch en cas de coup d'Etat militaire ». Dans ces conditions lorsque le Peuple est convaincu (preuves à l'appui) de la faillite du Chef de l'Etat et doit en conséquence reprendre son Pouvoir souverain, c'est à dire celui qu'il lui avait confié pour une certaine mandature, est-ce là une prise illégale du Pouvoir, un coup d'Etat ?

Reprendre son dû, est-ce une prise illégale ? Point du tout. Alors, lorsque le Président persiste dans son refus de démissionner, il affronte volontairement son Peuple lequel reprendra son Pouvoir par tous les moyens légaux à sa portée dont particulièrement la désobéissance civile.

Conclusion :

Qu'est-ce que le Peuple ? Le Peuple ? Conformément aux dispositions du Dictionnaire français Larousse, c'est aussi la masse, la foule déferlante, l'ensemble des gens de conditions modestes, dans certains cas une simple fraction représentative du Peuple telle que l'Assemblée Nationale par exemple ; c'est la grande foule déferlante qui détient un Pouvoir souverain, doté d'une légitimité et d'une force, une puissance extraordinaires et incontestables.

Lorsqu'un Chef d'Etat faillit à ses obligations (par diverses violations

constitutionnelles ...), et que le Peuple en colère se lève et se redresse : tout s'incline et s'agenouille indiscutablement et dans la légitimité à son passage, à savoir le Président de la République, la Constitution, les Institutions ... La légalité elle-même s'incline obligatoirement devant la légitimité.

Que vive la démocratie et que vive l'Etat de Droit !

Par Amadou Aliou N'Diaye

Magistrat à la retraite

Ancien Président de la Cour Suprême du Mali

Officier de l'Ordre national

Copyright Malijet 2008 - 2020. Tous droits réservés

atu1Spo8 nshorndsed •

CONDAMNATION DES ATROCITÉS RÉCURRENTES AU MALI.

- CONDAMNATION FERME DES VIOLATIONS ET ABUS GRAVES DES DROITS DE L'HOMME SINGULIÈREMENT DANS LA RÉGION DE MOPTI.

- HOMMAGES AUX VICTIMES CIVILES ET MILITAIRES.

- EXIGENCE D'ENQUÊTES CRÉDIBLES, INDÉPENDANTES ET IMPARTIALES POUR IDENTIFIER LES AUTEURS ET COMPLICES DE CES ATROCITÉS.

- LUTTE IMPLACABLE CONTRE L'IMPUNITÉ, EN ENGAGEANT DES POURSUITES JUDICIAIRES APPROPRIÉES.

- APPEL ET ENCOURAGEMENT DES FAMA ET FORCES PARTENAIRES À LUTTER CONTRE LE TERRORISME, DANS LE STRICT RESPECT DES DROITS HUMAINS.

- RAPPEL DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT À ASSURER LA SÉCURITÉ DES PERSONNES ET DE LEURS BIENS SUR L'ÉTENDUE DU TERRITOIRE NATIONAL.

La protection des droits de l'homme est une responsabilité partagée.



Mande Mory

M5RFP#

L'ARCHITECTE DE LA DIVISION CONTINU SA MISSION !

POSSIBLE PROPOSITION D'ENTRÉE AU SÉNAT DES DÉPUTÉS SPOLIÉ PAR LA CC.

UNE MANIÈRE DE CORROMPT LES DÉPUTÉS ÉLUS PAR LE PEUPLE ET QU'ILS RENONCENT AU M5.

QUELLE BASSESSE ?

LA LUTTE CONTINUE

SEULE LA LUTTE LIBÈRE,

APRÈS ARTICLE 39, MAINTENANT LES DÉPUTÉS,



MALI KANU

Assemblée Nationale |Audience

Le président de l'assemblée nationale ; l'honorable

Moussa Timbiné a reçu une délégation du RECOTRADE

dans le cadre de l'apaisement de la tension socio-politique.

ORTM1

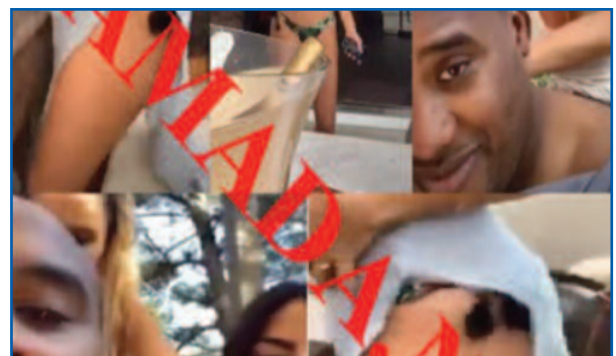


Koulouba Actu

tSpo4nhSso redfhh •

Alors qu'un mouvement incarné par l'Iman Mohamoud Dicko réclame la démission du Président IBK

et tout son régime, son fils, l'honorable Karim Keita non moins président de la commission de défense, sécurité et protection civile de l'Assemblée Nationale, s'est retrouvé sous les projecteurs. A travers notamment des vidéos qui ont fait le tour des réseaux entre les 2 et 3 juillet. On y voit Karim Keita esquisser des pas de danse en compagnie d'amis. A quelle occasion, on n'en a la moindre idée. Et pour cause, au moment où on mettait sous presse, ni la date ni le lieu des événements n'ont été confirmés. Et si l'auteur de cette fuite est toujours inconnu, tout porte à croire qu'il s'agit d'un proche de la famille présidentielle. Qui que ce soit, l'occasion était bonne pour les détracteurs du régime de le traiter de tous les péchés d'Israël. En tout état de cause, lesdites vidéos ont fait polémique sur les réseaux sociaux, et cela malgré les explications apportées pour la circonstance.



CMAS de l'imam Mahmoud DICKO

Il s'agit du Mali. Pour le Mali, les maliens restent mobilisés jusqu'à la victoire FINALE.
Et la victoire est absolument certaine

Les maliens reprendront à l'appel du Mali.
Vendredi 10 Juillet

Nul ne peut gagner un bras de fer contre son Peuple !
Restons Debout et mobilisés



Ammy Baba Cisse

Le GROUPE ABC MÉDIAS est un ensemble composé d'un Siteweb www.figaromali.com d'un journal "Le FIGARO DU MALI" et d'une "Radio SAHEL FM" et d'autres réseaux en ligne. Il vous offre désormais un nouveau décor. Vous avez été nombreux à exprimer ces besoins et nous nous battons pour cela.

Depuis son support papier, ses groupes whatsapp, son site web et sa page Facebook, ABC MEDIAS vous propose désormais des directs pour vos événements, des interviews de tous les acteurs sociopolitiques, des publi-reportages en images et autres cérémonies de promotion. Nous servirons tout le monde avec la même énergie et le même plaisir.

Sans jamais oublier notre mission d'utilité publique, nous invitons tous ceux qui sont intéressés par nos services à se rassurer que nous forcerons les portes du professionnalisme afin de les satisfaire. Les conditions de toutes les prestations sont à prendre au 72140000/79346321/ 66013556.

« La République impose le droit et affirme le devoir » disait Victor Hugo



Robert Dissa ne cherche pas à plaire, il veut juste soutirer le contraire de ce que ses invités veulent taire. Les journalistes doivent toujours aller à des questions désobligeantes sans cela, un face à face n'a pas de place. Bravo mon frère



Sénégal : Exclu de l'APR, Cissé Lô va perdre son mandat de député



La descente aux enfers se poursuit pour Moustapha Cissé Lô. Après son exclusion de l'Alliance pour la République (APR), El Pistolero va être destitué de son mandat de député. Selon Les Échos, le Groupe parlementaire Benno Bokk Yakaar (BBY) se réunira dans les prochains jours pour prononcer et officialiser son exclusion de l'Assemblée nationale.

Economie : Les ouvertures de crédit en souffrance



Jamais un remaniement ministériel n'aura causé autant de tort à l'économie malienne, aux affaires ainsi qu'au fonctionnement de l'administration. En cause, la démission de l'ensemble du gouvernement sans discernement. Intervenue en pleine crise politique, le processus de formation du nouveau gouvernement en est manifestement suspendu pour une durée encore indéterminée tant les positions sont corsées et paraissent inconciliables. Pendant ce temps, le fonctionnement de l'Etat ainsi que des finances

Justice : La covid-19 sauve Hadi Niangadou du Pôle Economique et Financier de Bamako



Décidément, les temps qui courent seraient durs à passer pour le président IBK et ses proches. Après la vidéo sur la vie privée du fiston national, c'est celle sur l'honorable Hadi Niangadou qui circule actuellement. L'auteur serait un ancien ministre qui foncerait le clou sur le (dés) honorable député du Mouvement Pour le Mali (MPM) élu en Commune II.

Hadi Niangadou, de qui il s'agit, s'est déclaré positif au coronavirus pour échapper à une convocation du juge anti-corruption du Pôle Économique et Financier de Bamako. Alors qu'il ne souffrait pas de la maladie de Coronavirus. Le premier vice-président de l'Assemblée nationale, Hadi Niangadou, serait enfoncé dans le foncier au Mali. Vive-ment la dissolution du Parlement !

publiques prend un sérieux coup, tout simplement parce que les pouvoirs n'ont pas pris le soin de permettre aux ministres sortants de gérer les affaires en attendant leurs remplaçants. Cette tâche est officiellement dévolue depuis la semaine dernière aux secrétaires généraux des différents départements, lesquels sont manifestement limités dans les prises de décision. C'est le cas, exemple parmi tant d'autres, de l'ouverture des crédits qui devait intervenir en début juillet pour le second trimestre de l'année budgétaire. Il est tributaire notamment d'un arrêté de l'hôtel des Finances selon les dispositions légales en vigueur au Mali et se trouve par conséquent suspendue à un nouveau gouvernement dont nul ne peut prédire pour l'heure l'avènement. Conséquence : la gestion des affaires courantes devient du coup sans objet voire inutile parce que les intéressés ne peuvent disposer d'aucun moyen pour ce faire. De quoi donner quand même du souffle au trésor public assailli par les mandats dont il supportait à peine la pression.

Axe Bandiagara et Sévaré : Un médecin enlevé par des hommes armés



Bonsoir chers maîtres. C'est douloureux mais l'information doit être donnée. Notre collègue Docteur Samuel médecin chirurgien a Douentza a été enlevé par des hommes armés entre Bandiagara et Sévaré ce matin. Il a donné signe de vie. Prions pour Samuel et tous nos compatriotes qui sont dans cette situation difficile. Soigner au risque de sa vie notre pratique est de plus en plus dure!!!!

Ibrahim Touré

Communiqué relatif à notre refus de participer aux cérémonies commémoratives de la signature de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali



Nous avons appris par voie de Presse ce jour lundi 6 juillet, la convocation des députés pour une cérémonie organisée les 7 et 8 juillet en commémoration du cinquième anniversaire de l'Accord pour la Paix issu du processus d'Alger.

Nous informons les initiateurs de cette activité qu'il a été régulièrement déploré que l'Accord pour la Paix n'ait jamais été présenté devant l'Assemblée Nationale, ne serait-ce que pour connaître la position de l'Institution sur un sujet aussi majeur. Pourquoi s'évertuer à commémorer

Contestation contre le régime IBK : L'imam Dicko et le M5-RFP divisent à l'Adema



Le célèbre Imam politique de la CMAS, Mahmoud Dicko, et le M5-RFP ne font pas des vagues que dans la rue et sur les places publiques. La position et l'aura politique du duo ratissent beaucoup plus large, selon toute évidence, au sein même des grandes formations politiques.

C'est le cas à l'Adema-Pasj, un parti qui éprouve grand mal à maîtriser ses troupes face à l'irrésistible bourrasque déclenchée par l'Imam Dicko et le M5-RFP. Parmi les manifestants périodiquement mobilisés sur la Place de l'Indépendance figurent en effet de nombreux éléments de la Ruche, y compris de hauts responsables et notoriétés historiques attirés par la sirène des appels à la démission d'IBK. La réaction des loyaux partisans du président de la République ne s'est point fait attendre et il n'est pas rare d'assister à des scènes de pugilat entre les deux tendances. Et pour trancher la question, le directoire du parti n'a pas tardé à entrer dans la danse. Il nous revient que de nombreux contrevenants à la ligne pro-présidentielle du parti de l'Abeille ont reçu des demandes d'explications dont des militants employés au siège de l'Adema. L'épisode annonce pour le moins un retour aux vieux démons punitifs, un syndrome en plein processus d'extinction après la vague d'exclusions consécutive à la présidentielle de 2018. Un épisode que les Abeilles ont à peine fini de consommer.

un acte dont on n'a pas été associé dans la conclusion ?

Nous portons également à leur connaissance que l'Accord reste très faiblement appliqué et les résultats escomptés sont loin d'être atteints. Au surplus, les Maliens, lors du dialogue national inclusif, ont unanimement demandé la relecture du document. Il aurait été, de ce fait, plus indiqué pour l'Assemblée Nationale d'organiser des discussions préparatoires de la relecture de l'Accord plutôt que d'employer des moyens importants pour juste le célébrer.

Nous estimons par conséquent qu'il n'y a rien à commémorer.

Au regard de ce qui précède, nous ne participerons pas à cette activité qui ne sera qu'une nième occasion de dépenser les faibles deniers publics de notre pays sans aucune retombée positive ni pour le Mali et encore moins pour les Maliens.

Bamako le 6 juillet 2020

Assane SIDIBE

Boukary SACKO

Moussa MARA

Association Yirwère Pulaaku en conférence de presse : « Nous œuvrerons de toutes nos forces par le biais du dialogue pour le retour de la paix au Centre du Mali », dixit la Présidente, Mme Cissé Assoumaou Barry

L'Association Yirwère Pulaaku a organisé une conférence de presse, le 1er juillet 2020, au siège de Tapital Pulaaku, à Lafiabougou, pour informer l'opinion nationale et internationale sur la crise sécuritaire qui prévaut au Centre du Mali et prôner le dialogue entre les différentes communautés basées au Centre, pour un retour de la paix, la sécurité et le vivre ensemble. La conférence a été animée par la Présidente de l'association, Mme Cissé Assoumaou Barry et les membres du bureau de l'association.

Etat sommaire de la situation

Dans son discours liminaire, la Présidente de l'Association Yirwère Pulaaku, Mme Cissé Assoumaou Barry, a décrit de façon sommaire, la situation que vit la communauté peulh depuis l'avènement de la crise politico-sécuritaire au Centre du Mali, depuis le déclenchement de la crise.

Mme Cissé Assoumaou Barry : « La communauté peulh, du fait d'un amalgame volontairement entretenu, a payé une lourde tribu de la lutte contre le djihadisme. Des villages entiers ont été rayés de la carte du Mali. Des hommes, des femmes, des enfants et pour la plupart, des bras valides ont été froidement abattus, sans aucune autre raison que leur appartenance à la communauté Peulh ».

Les objectifs recherchés

La conférence organisée par Yirwère Pulaaku n'a d'autres objectifs que « informer l'opinion nationale et internationale sur la crise politico-sécuritaire qui n'a que trop duré au Centre du Mali et qui ne cesse de faire des victimes ; chercher les voies et moyens pour arrêter ce conflit et permettre à la population de reprendre sa vie normale », a dit la Présidente Mme Cissé Assoumaou Barry



La milice Dan Amassagou et les FAMA pointées du doigt

Pour Mme Cissé Assoumaou Barry, « ces crimes sont attribuables à certains éléments non contrôlés des Forces de Défense et de Sécurité du Mali, ainsi qu'à la milice Dan Amassagou... »

Les efforts de Yirwère Pulaaku

Pour un retour de la paix, la sécurité et le Vivre ensemble, Yirwère Pulaaku par la voix de sa présidente a promis d'œuvrer de toutes ses forces par la voie du dialogue.

Mme Cissé Assoumaou Barry : « Malgré les atrocités commises et les souffrances endurées de part et d'autres, au nombre duquel le déplacement forcé et massif des populations de ces contrées à l'intérieur comme à l'extérieur du Mali, YirwèrePulaaku, encourage le dialogue entre les différents acteurs et œuvrera de toutes ses forces pour un retour de la paix, la sécurité et le bon vivre ensemble comme cela a été toujours le cas, depuis la nuit des temps ».

Pépin Narcisse LOTI



**SAER
EMPLOI**
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

**GESTION
DES RESSOURCES
HUMAINES**

Leader des services de Gestion
des Ressources Humaines
et Paie en Afrique de l'Ouest

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie

Hadj 2021 : Le cap maintenu

Le Directeur général de la Maison du Hadj, le Dr Abdoul Fatah Cissé, a animé une conférence de presse, ce mardi 07 juillet 2020, sous le hangar symbolisant les monts Safa et Maroua de la Mecque, sis au Centre culturel islamique de Hamdallaye. Il avait à ses côtés, pour la circonstance, trois représentants des agences de voyage privées : Mme Cissé Fatimata KOUYATÉ, MM. Amadou MAIGA et Ousmane KOUUMA.

Ladite conférence de presse avait pour but de partager avec les hommes et femmes de médias les nouvelles mesures arrêtées de commun accord entre la Maison du Hadj, les groupements ou associations d'agences de voyage et les partenaires techniques, financiers et administratifs, visant à changer de fusil d'épaule en matière d'organisation du pèlerinage musulman. Il s'agit de travailler de concert, de manière à pouvoir anticiper sur un certain nombre d'actes à poser, au Mali comme en Arabie Saoudite, pour la bonne réussite du hajj effectué par les Maliens. La première mesure consiste à « maintenir ou-

vert le Guichet unique » qui est installé à la Maison du Hadj, notamment les lundis et les jeudis, pour les inscriptions et autres formalités administratives afférentes au hadj, a annoncé le DG Cissé.

Secundo, le 31 décembre 2020 est fixé comme « date-butoir » pour la fin des inscriptions au compte du hadj 2021, après notre exclusion du Hadj 2020 pour cause de coronavirus, a soutenu le Dr Cissé.

Il s'agit pour notre pays de « se mettre au même diapason que de nombreux autres pays musulmans où la campagne du hadj en cours est bouclée six ou douze mois à l'avance », a-t-il révélé, après avoir expliqué les avantages d'une telle politique d'anticipation, qui sont multiples et variés en termes de formation des pèlerins, y compris la formation des organisateurs eux-mêmes, sans oublier la signature des engagements liés au pèlerinage avec moins de contraintes ou de pressions.

Tertio, le DG de la Maison du Hadj a souligné l'intérêt et la pertinence pour les candidats, qui sont déjà inscrits pour le compte du hadj

2020, de « demeurer dans le système électronique de visa », avec l'avantage d'être prioritaires pour la campagne 2021, à l'aller comme au retour de la Mecque.

Quatrièmement, le principe est néanmoins acquis pour celui qui souhaiterait, malgré tout, a concédé le DG Cissé, « rentrer en possession de ses sous » au titre de la campagne 2020, avec cependant, a-t-il prévenu, « le risque de ne pas pouvoir trouver de place en 2021 ».

Car, a expliqué le Dr Cissé, le quota qui est alloué à notre pays, soit 13 323 pèlerins potentiels, a été reconduit en 2021, soit un cumul de 26 646 attendus pour la prochaine campagne du hadj. En d'autres termes, « il y aura 13 323 places réelles pour 26 646 candidats potentiels en 2021 », faisant apparaître un éventuel embouteillage monstre pour être éligible au hadj 2021.

Le DG Cissé a été conforté dans ses propos et analyses par les représentants des agences de voyage, qui ont tous salué le nouvel esprit de collaboration et de synergie d'actions avec les acteurs privés, qui prévaut à la Maison du Hadj.

■ Source : CCOM/MDH



Situation épidémiologique de la Covid-19 au Mali : **OCHA-Mali souligne une baisse du nombre de nouveaux cas confirmés à Bamako**



Le bureau de la coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA) a annoncé dans son dernier rapport, publié le 30 juin 2020, une baisse considérable du nombre de nouveaux cas confirmés de covid-19 dans la capitale malienne. Le nombre de cas chute de 313 cas à 118 entre les douzième et treizième semaines épidémiologiques. L'organisation onusienne souligne dans le même rapport que les besoins de riposte restent par ailleurs inchangés pour atteindre l'objectif de vaincre la pandémie.

Sur la base de la conférence de presse tenue par le Coordinateur national de la réponse Covid-19, le 23 juin dernier, le bureau de la coordination des Affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) a remarqué, dans son dernier rapport, une baisse considérable du nombre de nouveaux cas confirmés de covid-19, à Bamako, durant les douzièmes et treizième semaine épidémiologique. Cette baisse passe, selon ce rapport, de 313 cas à 118 allant du 11 au 17 mai et du 18 au 24 mai 2020. Depuis son apparition le 24 mars dernier, le Mali a enregistré au total 2 181 cas confirmés de coronavirus sur l'ensemble du territoire national dont 116 décès, 8 patients évacués hors

du pays, 1 474 patients déclarés guéris, et 583 personnes toujours sous traitement dans les différents centres de prise en charge. Ce taux significatif de guérison de 67,6 % est le résultat des efforts remarquables fournis non seulement par l'État et ses partenaires dans le cadre de sa politique de riposte contre la pandémie du coronavirus, mais aussi par tout le personnel de santé déployé au niveau des différents centres de prise en charge. Parallèlement leur suivi quotidien aux 1 263 personnes contacts.

Mais pour vaincre cette pandémie, l'organisation onusienne de la coordination des affaires humanitaires a souligné que les besoins restent les mêmes sur le terrain, notamment de la mise à l'échelle des tests dans les régions, du renforcement des activités de sensibilisation de la population suite à la levée du couvre-feu, de la formation dans la prise en charge psychosociale du personnel soignant, de la disponibilité et d'équipements de protection et du matériel de protection individuelle pour le personnel soignant.

En effet, pour soutenir ces besoins, l'OMS a recruté une équipe de 10 psychologues qui seront déployés dans les différentes régions

du pays pour renforcer la santé mentale et le soutien psychosocial liés à la pandémie de la covid-19. Le 18 juin, la MINUSMA a remis aux autorités sanitaires 48 tonnes de matériels et d'équipements, dont 27 tonnes aux régions, en soutien au plan national de réponse contre la covid-19. Une action qui entre dans le cadre médical, selon OCHA, de la mise en œuvre de trois protocoles d'entente entre le gouvernement du Mali et le système des Nations unies, signés le 6 avril dernier. Également, le personnel des districts sanitaires de la région de Sikasso a été formé sur la prise en charge intégrée (PCI) des cas de covid-19. La distribution des masques de protection individuelle se poursuit à travers le pays de même que le suivi médical des Maliens rapatriés.

Au-delà du secteur de la santé, des réponses ont été apportées également aux besoins d'autres secteurs comme celui de la nutrition, de la sécurité alimentaire, de l'éducation, de l'eau, hygiène et assainissement (EHA), de l'abri et bien non alimentaire (BNA), de la protection, etc.

■ Issa Djiguiba

Mémoire de fin d'études universitaires : Un calvaire pour les étudiants au Mali

A la fin du cycle universitaire, les étudiants sont appelés à produire un mémoire, activité de recherche sur un thème spécifique, pour l'obtention du diplôme. Cet exercice est parfois compliqué, car il se heurte à un véritable problème de disponibilité des personnes-ressources. Un véritable moment de calvaire.

Dur d'être étudiant dans notre pays ! Tout semble être organisé de sorte à créer ce sentiment de « ras-le-bol » en l'étudiant et le conduire à abandonner son parcours universitaire : les frasques de l'Association des élèves et étudiants du Mali (AEEM), le mépris des agents des administrations universitaires en passant par les attitudes peu orthodoxes de certains enseignants.

Bon nombre d'étudiants, en revanche, malgré tant d'embûches, parviennent à se hisser au dernier niveau. Il ne leur reste qu'un dernier obstacle à franchir pour émerger d'un « enfer » qu'ils imaginaient sans fin. Alors qu'il y a tout une kyrielle de nouvelles difficultés qui les attendent avant de disposer enfin du diplôme validant tout un cycle d'études.

La problématique des mémoires de fin d'études

Il est exigé des étudiants, dans la plupart des établissements d'enseignement supérieur de notre pays, de produire des mémoires de recherche de fin d'études. Ce document permet d'apprécier le niveau des compétences académiques et de compréhension acquises par l'étudiant au terme du cycle d'études. C'est le début d'une nouvelle aventure. L'étudiant est invité à travailler dans un environnement autre que les quatre murs des salles de classe et des amphithéâtres.

La recherche, avec ses exigences, oblige l'étudiant à s'intéresser à divers mondes socioprofessionnels pour recueillir des informations au moyen d'enquêtes. Que ce soit avec des organismes privés, étatiques ou groupes cibles de

citoyens ne mesurant ni l'intérêt ni les retombées d'un tel exercice, l'étudiant malien doit surmonter un tas d'obstacles. Des cadres de l'État, des entreprises aux agents subalternes, en passant par le citoyen lambda préoccupé par la recherche du pain quotidien, il devient parfois l'objet d'un dédain à nul autre pareil.

Accès difficile aux personnes-ressources

Sékou Bagayoko, étudiant travaillant sur son mémoire de fin d'études niveau master II à l'École Normale d'Enseignement Technique et Professionnel (ENETP), souligne la difficulté de trouver des personnes-ressources : « Lorsqu'on choisit son thème de mémoire, l'une des inquiétudes, c'est aussi de trouver des personnes-ressources. L'accès à ces personnes pose problème. Elles ne sont généralement pas disposées à faire de la place dans leur agenda pour discuter avec l'étudiant. »

Gaoussou Tangara, détenteur d'une licence en lettres à la Faculté des Lettres, des Langues et des Sciences du Langage (FLSL) et actuellement travaillant sur son mémoire de fin d'études niveau master II à l'École Normale d'Enseignement Technique et Professionnel, nous raconte son expérience : « Mon thème, que mon Directeur de mémoire a par ailleurs trouvé très intéressant, porte sur la communication institutionnelle au Mali. J'ai besoin de me rendre dans beaucoup de ministères, cinq à six au moins, pour rencontrer leurs chargés de communication. Et je l'avoue, mes premières démarches dans ce sens n'ont pas du tout été faciles. L'accès à ces gens est vraiment très difficile. Souvent, on a l'impression qu'on t'évite. »

Un ancien étudiant de la Faculté d'Histoire et de Géographie, Abdoulaye Samassékou Sidibé, très remonté visiblement après avoir connu de nombreuses difficultés quand il devait travailler sur son mémoire de fin d'études, confie que ce sont des gens (des personnes-ressources)



sources) qui, en réalité, n'accordent pas d'intérêt aux étudiants, aux chercheurs : « Ils n'accordent aucune valeur à la recherche et se disent tout le temps pressés. Des centaines de rendez-vous, chaque fois reportés. On est obligés souvent de passer par des petites manœuvres pour les avoir pour un entretien. »

Mémoires inaboutis

Résultats : nombreux sont les étudiants qui servent, le jour de leurs soutenances, des travaux bâclés, prouvant qu'ils sont en manque d'inspiration. Pourtant, le milieu universitaire est fait pour mener de la recherche, et c'est un monde qui se doit d'être un creuset de savoirs, d'informations enfouies que seuls les « pouvoirs » de la recherche pourraient mettre au grand jour.

Bon nombre d'intellectuels maliens se prononcent sur l'effritement des bases de notre gouvernance en oubliant volontiers de préciser que le peu d'intérêt porté pour les travaux de recherches y est pour beaucoup. Les données des recherches menées par nos étudiants devraient servir à éclairer la lanterne de nos autorités dans leurs prises de décision.

Il est inquiétant de constater que des intellectuels (avec de gros diplômes universitaires) deviennent ceux-là même qui ferment les portes de leur bureau aux étudiants en quête de savoir pendant que des illettrés, censés méconnaître tout l'intérêt de l'exercice, sont accueillants. Plus que jamais, les étudiants maliens doivent être encouragés dans les travaux de recherche. Il y va de l'intérêt de tous.

■ Source : Benbere



Pèlerinage : La Maison du Hadj intensifie les actions !

Le Directeur Général de la Maison du Hadj, Abdoul Fatah Cissé, a animé une conférence de presse, le mardi 7 juillet 2020. Cette conférence avait pour objectif de porter à la connaissance des fidèles musulmans du pays que le pèlerinage de cette année se limitera aux résidents de l'Arabie Saoudite.

Ce jeu en valait la chandelle, le conférencier a précisé que suite à l'évolution de la maladie à corona virus, communément appelée Covid-19, les autorités Saoudiennes ont récusé la participation des pèlerins internationaux. Elles ont porté également à la connaissance de la UMMA, la communauté musulmane à travers le monde, de cette décision de limitation du hadj 2020 aux seuls résidents et citoyens du royaume d'Arabie Saoudite.

En outre, la principale motivation de cette décision est d'éviter de transformer le hadj en nouveau foyer de propagation de cette maladie dans les pays musulmans. Il poursuit que traditionnellement l'affluence dépassent les 2 ou 3 millions de fidèles des autres pays, sans compter les Saoudiens eux-mêmes.

Ce qui signifie clairement que tous les autres musulmans, y compris les fidèles Maliens, ne seront pas concernés par le hadj 2020. « **Le quota qui est alloué à notre pays est de**

13323 pèlerins potentiels, ayant été reconduit en 2021, faisant apparaître un éventuel embouteillage monstre pour être éligible au hadj 2021, soit un cumul de 26 646 attendus pour la prochaine du Hadj. En d'autres termes, il y aura 13 323 places réelles pour 26 646 candidats potentiels en 2021, faisant apparaître un éventuel embouteillage monstre pour être éligible au hadj 2021 » a-t-il déclaré.

Pour faire face à cette situation en prenant les devants, il a été décidé de commun accord, entre Maison du Hadj et les agences de voyage privées, un certain nombre de mesures. Les mesures sont entre autres la réouverture du guichet unique à la Maison du Hadj tous les lundis et jeudis. En d'autres termes, la permanence y est assurée et les inscriptions continuent pour toutes les formalités administratives afférentes au hadj. En cela, le 31 décembre 2020 est fixé comme date-buttoir pour la fin des inscriptions au compte du hadj

2021.

Il s'agit pour notre pays de se mettre au même diapason que de nombreux autres pays musulmans où la campagne du hadj en cours est bouclée six ou douze mois à l'avance. Les avantages d'une telle politique d'anticipation sont multiples et variés en termes de formation initiale et continue des pèlerins, y compris la formation des principaux acteurs, sans oublier la signature des engagements liés au pèlerinage avec moins de contraintes ou de pressions, etc.

A ce titre, les pèlerins déjà inscrits pour l'année 2020 bénéficieront des avantages normaux pour celle de 2021. « **L'intérêt et la pertinence pour les candidats, qui sont déjà inscrits pour le compte du hadj 2020, demeure dans le système électronique de visa, avec l'avantage d'être prioritaires pour la campagne 2021, en aller comme au retour de la Mecque** », a-t-il souligné.

En dernier ressort, il a rappelé que le principe est simple celui qui souhaiterait rentrer en possession de son argent, au titre de la campagne 2020, risque de ne pas pouvoir trouver de place pour la campagne 2021. Cependant, les services de la Maison du Hadj restent opérationnels pour tout cas de restitution au titre de l'année 2020 et l'inscription de 2021 se poursuivra. A noter que les places seront limitées en raison de l'événement survenu.

■ Ibrahim Sanogo

Télécommunication : SOTELMA-MALITEL multiplie ses actions !

Dans le cadre de la responsabilité sociétale de l'entreprise, la SOTELMA-MALITEL, sous le leadership de M. Abdel Aziz Beddini, a fait beaucoup de gestes au niveau social et humanitaire. Il s'agit, entre autres, des dons de vivres durant le mois de la solidarité, des appuis aux CSCOM, des kits sanitaires contre Covid-19 et des offres gratuites de forages aux populations pour un accès à l'eau potable.



En effet, la SOTELMA-MALITEL a pour mission de porter essentiellement sur la modernisation et le renforcement des infrastructures de télécommunication, la sécurisation des réseaux et l'installation ainsi que l'amélioration de l'accès des concitoyens aux services de télécommunication et des NTIC.

En parlant du réseau mobile, les travaux d'extension de la SOTELMA-MALITEL ont permis une augmentation de la capacité technique du réseau, la fourniture d'une meilleure qualité, ainsi que la disponibilité de nombreux services.

Dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, le SOTELMA-MALITEL, à travers sa bonne foi, a offert un chèque géant d'un montant de 400 millions de FCFA dont 100 millions destinés à l'alimentation du fonds de lutte contre le

Covid-19 initiée par le Gouvernement et 300 millions de valeur contributive de l'entreprise SOTELMA-MALITEL pour soutenir les actions diverses comme, entre autre, la gratuité temporaire de l'accès aux contenus de la plateforme web qui permet aux élèves de suivre les cours à distance. Ensuite, le service a accordé la gratuité d'accès au numéro vert, le 36 061 du ministère de la santé, la gratuité des push SMS d'information et de sensibilisation de la population sur les gestes barrières. Enfin, SOTELMA-MALITEL a fait du don gratuit de 250 Box et clés 4G pour l'accompagnement des structures de l'Etat en première ligne de lutte contre la pandémie.

S'agissant de son employabilité, la SOTELMA-MALITEL, en partenariat avec l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE), étend ses actions en s'engageant à créer 2 000 emplois à Ba-

mako par le biais de son service Mobi-cash. Dans la première phase, ce partenariat a porté sur l'installation d'un nombre total de 2000 kiosques dans la capitale malienne. Au-delà de la création de l'emploi pour les jeunes, l'initiative de l'opérateur historique de télécommunications a agrandi son propre réseau de transfert d'argent. Cela l'a rendu ainsi accessible à un plus grand nombre de personnes qui a énormément contribué à l'inclusion financière d'une plus grande frange de la population malienne. A cet égard, il s'agit d'un vaste programme d'appuis multiformes à la jeunesse malienne dans le domaine de l'entrepreneuriat, la culture et les nouvelles technologies et d'autres secteurs, a expliqué le patron de la SOTELMA-MALITEL, Abdel Aziz Beddini, lors de la signature de convention avec l'ANPE.

Rappelons aussi qu'à l'issue des étapes de Sirakoro Méguetana, Kalamougou, la SOTELMA-MALITEL a réalisé, par la même occasion, un forage d'eau potable au profit de Sikoro Sourakabougou, afin d'améliorer les conditions de vies des riverains. Une journée qui restera, sans nul doute, gravée dans la mémoire des populations de cette localité, notamment les femmes.

Afin de faciliter l'accès au réseau, la SOTELMA-MALITEL ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. A ce titre, elle a offert un nouveau service DEME permettant aux clients d'emprunter du crédit, d'une valeur inférieure 50 FCFA, quand leur compte est épuisé. Ce qui donne aux clients de choisir entre plusieurs montants, à hauteur de 450 FCFA. Ce service est une application mobile gratuite, accessible sur Google play et qui permet à tous les clients d'accéder à toutes les offres et promotions, dira le Secrétaire administratif de la SOTELMA-MALITEL, Sidy Mohamed Dembélé.

En ce qui concerne les sports et la culture, ces deux secteurs ont bénéficié de plusieurs activités de sponsoring de la part des responsables de la SOTELMA-MALITEL.

Depuis que M. Abdel Aziz Beddini est à la tête de cette entreprise, la SOTELMA-MALITEL a réussi son pari car toutes les offres de la société sont constamment en promotion en faveur des clients. « Comme pour dire qu'il y a, de nos jours, une évolution positive dans les services et les activités de la SOTELMA-MALITEL », a dit l'autre.

■ Ibrahim Sanogo

Marche du M5-RFP : Vers un vendredi noir ?

Le Mouvement du 5 juin est sur le pied de guerre, après sa rencontre avec le Président de la République. Pour maintenir la pression, ils ont décidé de sortir le vendredi pour battre à nouveau le pavé.



Dans sa volonté de décrier le climat social, le Président IBK a accordé une série d'audiences à plusieurs organisations de la société civile. Celles accordées à l'imam Mahmoud Dicko et aux responsables du M5-RFP s'inscrivent dans ce registre. Ces rencontres avaient suscité beaucoup d'espoir qui fut malheureusement de courte durée. Aucune décision concrète n'a été prise par le Président de la République qui est naturellement la clé de voûte de la sortie de crise qui empêche notre pays de respirer. Au finish, les responsables du M5-RFP ont décidé de mettre la barre très haute en maintenant le rassemblement du 10 juillet 2020 ; un rassemblement qu'ils ont qualifié d'assaut final pour faire fléchir le Président IBK et le pousser à prendre en compte leur mémorandum.

La montagne a-t-elle accouché d'une souris ?

Ainsi, le Professeur Clément Dembélé a affirmé que le M5-RFP misait beaucoup sur cette rencontre pour une sortie de la crise qui ébranle notre pays. A l'en croire, cette rencontre a été une déception pour le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques. Parce que le président leur a demandé d'aller discuter avec la majorité présidentielle, une majorité à laquelle, selon lui, le Président IBK n'a jamais accordé une importance dans ses prises des décisions et n'a jamais pris en compte une décision émanant de celle-ci.

Avec ce soulèvement populaire demandant sa démission, le mouvement a décidé de faire un mémorandum pour décrier les tensions et le Président de la République devrait, en principe, répondre à son peuple de façon positive et non le renvoyer vers la majorité. Toute chose que les contestataires considèrent comme l'expression d'un mépris à l'égard du peuple malien qui aspire à un changement notable dans la gestion des affaires publiques. C'est pourquoi Clément Dembélé invite la population malienne à sortir massivement le vendredi prochain pour l'assaut final qui sonnera le glas, avec la désobéissance civile. Il renchérit ensuite qu'ils demandent au peuple de prendre d'assaut toutes les institutions et services de l'Etat pour paralyser la vie de la nation.

« Si le M5-RFP avait refusé les négociations, la population allait les qualifier des destructeurs ou d'assoiffés du pouvoir. Sinon, on s'attendait à ce comportement mais, malgré cet état de fait, on a fait un mémorandum pour essayer de trouver une solution pérenne pour le bonheur de la population malienne », a-t-il précisé.

D'ailleurs, dénonce-t-il, depuis le début jusqu'à nos jours, la seule chose que le Président de la République a pu faire, c'est l'application de l'article 39 des enseignants. Il l'a fait sous l'effet de la pression de la rue. En réalité, les autorités maliennes n'avaient pas la volonté d'appliquer cette loi promulguée par le Président de la République.

Les remontrances !

Aussi, ajoute-t-il, les Maliens ont décidé de prendre leur destin en main pour réclamer le départ du Président parce qu'ils ont compris que le problème du Mali n'est pas un problème des premiers ministres, puisqu'il a changé 7 fois de premiers ministres. Et, c'est dans cette logique que l'Espoir Mali Kura a refusé d'apposer sa signature sur le mémorandum. Avec l'injonction de la communauté internationale, des familles fondatrices de Bamako, l'imam Dicko a accepté d'aller sur la table de négociation pour un dialogue franc entre Maliens. Pour cela, selon Clément Dembélé, le Président IBK devrait faire preuve de considération pour répondre au mouvement de façon positive. « La majorité présidentielle n'est qu'un folklore du point de vue du Président de la République. C'est comme s'il n'a pas entendu le cri du cœur du peuple malien », a-t-il précisé. Le vendredi prochain, le peuple malien sortira pour faire appliquer l'article 121 de la Constitution qui va dans le sens de la désobéissance civile.

« Nous allons sortir le vendredi pour réclamer à nouveau le départ du Président de la République et il quittera le pouvoir », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo



Dans l'attente du vendredi 10 juillet : Les manœuvres désespérées d'IBK

Dans la crise qui secoue fort, non pas le seul landerneau politique mais tout le Mali en tant que pays et nation depuis un mois déjà, les vendredis se succèdent avec leurs lots de révélations. Celui qui a été la journée du 03 juillet a dévoilé une grande vérité.

Nul doute désormais, pour les citoyens avertis, qu'ils soient les partisans farouches du M5-RFP ou de ceux qui déclarent urbi et orbi vouloir défendre le président de la République et les institutions, le diabolin de la discorde n'est autre personne qu'Ibrahim Boubacar Keïta lui-même. Le chef de l'État, vertement contesté par l'écrasante majorité du peuple malien qui réclame sa démission et avec lui tout son régime, est maintenant pleinement démasqué. De plus en plus enfermé dans les mailles de ses propres turpitudes, il croit pouvoir se libérer de l'étau par des manœuvres traîtresses malheureusement des plus désespérées. Avec une naïveté déconcertante, il procède par malices, ruses, intoxications, mensonges, alors que le niveau du soulèvement citoyen proportionnel à la déception populaire incite le peu-

ple à la vigilance. Pour n'avoir pas compris cela, IBK a incidemment ruiné le dernier crédit qui lui restait aux yeux de la communauté internationale et de ceux qui ont encore pitié de lui.

Il s'agit du Mali, non de privilèges

La chronologie des derniers événements nous révèle un IBK plus enclin à rouler tout le monde dans la farine, consolidant la triste réputation solidement ancrée chez nos concitoyens, qui le désigne comme étant incapable de respecter l'adversaire, encore moins d'honorer sa parole donnée.

En effet, dès son retour à Bamako le mardi, 30 juin, après avoir participé au sommet du G5 Sahel à Nouakchott, l'imam Mahmoud Dicko l'a rencontré pour lui soumettre le Mémoire qu'il a âprement arraché au M5-RFP. À la grande surprise de la haute autorité morale de la contestation du peuple malien, Ibrahim Boubacar Keïta s'est lancé dans une opération de séduction, comme il sait le faire, en pro-

posant monts et merveilles à son interlocuteur. La scène, on l'imagine, est surréaliste. Mahmoud Dicko, en homme d'honneur respectueux des secrets de la rencontre, même peu loquace s'est trouvé contraint de lever un coin du voile : "J'ai rencontré le président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, dès son retour de Nouakchott. IBK m'a demandé d'abandonner la lutte, de quitter le M5-RFP. Et il m'a proposé des départements ministériels et autres privilèges. J'ai refusé en lui disant qu'il ne s'agit pas d'une question de départements ministériels ou de privilèges. Je ne suis ni intéressé par des postes ministériels, ni de privilèges : je resterai imam. Il s'agit de la vie de la nation, il s'agit du Mali..."

Le contexte de cette révélation n'est autre que la rencontre de clarification sollicitée de l'imam Mahmoud Dicko par les familles fondatrices de Bamako, que ce dernier a acceptée et honorée le vendredi, 03 juin, en compagnie de certains responsables du M5-RFP dont Dr. Choguel K. Maïga. Devant l'auguste assemblée, Mahmoud Dicko, avec une admirable pédagogie, a longuement exposé les preuves de la désagrégation avancée du Mali, pays au bord de l'explosion, voire de la disparition. Ce que les Maliens doivent savoir, c'est que la fraternelle et patriotique convocation adressée à l'imam Mahmoud Dicko par les familles fondatrices résulte de la virulence de plusieurs fausses informations véhiculées par IBK et ses services pour semer le trouble dans les esprits de nos concitoyens. Ainsi, selon ces fakes

news sortis des officines ibkistes, Mahmoud Dicko n'a jamais demandé la démission du Président, il a même reçu 5 milliards de francs CFA, en plus d'un domaine de 500 hectares, pour saboter la lutte citoyenne en travaillant à la dislocation du front patriotique. Quant au M5-RFP, ses responsables ont reçu 16 milliards de nos francs qu'ils se sont déjà partagés, après quoi ils ont envoyé leurs CV au Premier ministre, Dr. Boubou Cissé, pour l'obtention des postes ministériels, etc. Ceux qui suivent ces politiciens, disent les mêmes désinformations, sont des nigards à qui il faut dessiller les yeux. Bref, la manipulation a intrigué au plus haut point la notabilité de Bamako qui a eu, Dieu merci, la sagesse de mander les incriminés par la propagande mensongère du locataire du Palais de Koulouba pour les entendre. Encore Dieu merci, chat échaudé craint l'eau froide. La famille Touré a un contentieux de cinq ans avec IBK dont le fils est le grand présumé coupable de la disparition d'un des leurs, le journaliste Birama Touré.

Les échanges fructueux ont abouti à une conclusion inattendue : les familles fondatrices de la capitale se joignent dorénavant au M5-RFP et à la lutte du peuple contre toutes les injustices, les oppressions et les prédatrices qui tenaillent notre pays. L'imam Mahmoud, avec peine et amertume, a dit à l'appui de sa démonstration sa conviction qu'Ibrahim Boubacar Keïta n'a toujours pas compris son

peuple. Autrement dit, il est dans la logique de continuer à régner comme bon lui semble. "Il m'a dit que c'est par estime pour moi qu'il n'a pas encore formé son gouvernement et non pas parce que le M5-RFP fait des manifestations", conclut l'imam Mahmoud Dicko qui doit être tombé des nues en entendant ces propos pour le moins scandaleux au regard de la crispation exacerbée de la situation politique. On ne se fera pas payé pour admettre qu'en parlant ainsi IBK ment avec un aplomb extraordinaire. Mahmoud Dicko sait, et le Mali tout entier avec lui, qu'il n'a aujourd'hui aucune estime pour lui, pas plus qu'il n'a ni respect ni considération pour les Maliens. Le vieux Sioux tropical cherche seulement à doubler tout le monde sur sa droite, il ne veut s'arrêter à aucun feu rouge et il écrasera, s'il le peut, tous ceux qui se mettront au travers de sa route. Des propositions de la communauté internationale elle-même, il s'en fout comme de l'An 40.

Les lignes bougent, il ne voit pas

Il n'aura donc pas réfléchi au pourquoi de la rencontre, le mercredi 1er juillet (c'est-à-dire le lendemain de son entrevue avec Dicko) entre l'ambassadeur américain et une délégation du M5-RFP composée de Me Mountaga Tall et de Son Excellence Souleymane Koné. Il ne voit pas les lignes bouger.

Mais ce qui préoccupe désormais dans son

propre camp, c'est le constat de l'inégalité des rapports de force. Même si personne dans les premiers cercles du pouvoir n'évoque ouvertement la question, tout le monde est convaincu que le peuple est plutôt avec le M5-RFP qui voit ses rangs grossir de jour en jour. En face, il y a certes quelques remuants personnages servant tambour battant un discours qui n'effraie personne et qui ont absolument montré leurs limites lors du fameux meeting du vendredi, 26 juin, au Palais des sports de Bamako. Or, IBK, on ne sait pas pourquoi, ne dit pas à ses ouailles sur quelles forces précises il compte s'appuyer dans la perspective d'une confrontation décisive qui ne manquera pas de commencer dès ce vendredi, 10 juillet, s'il n'accepte pas dans son entièreté le Mémoire du M5-RFP. Or, il est illusoire d'espérer que l'armée nationale, elle-même tristement trahie, en vienne à se faire le bourreau d'un peuple prêt au martyre. Ou peut-être ce sont les paras français, comme sur Kolwezi au Zaïre, qui auront à sauter sur Bamako, Kayes, Ségou, Mopti, Atlanta, Paris, Bruxelles, Berlin, Ottawa, partout où les Maliens entretront en désobéissance civile et en résistance démocratique, jusqu'à ce que dégage le régime honni. Une telle trahison ne sera pas surprenante d'un IBK, on s'y attend.

■ **Amadou N'Fa DIALLO**



Crise sociopolitique : Tiébilé Dramé rase les murs !

Face à la crise sociopolitique que traverse le Mali, le président du Parena, Tiébilé Dramé, qui n'a presque jamais raté les débats sur les grands dossiers brûlants du Mali, semble avoir pris l'option du silence aujourd'hui. Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale dans le gouvernement démissionnaire de Boubou Cissé,

l'ancien porte-parole de l'opposition et très hostile envers le régime IBK s'est effacé complètement du débat politique.

On ne le voit ni avec la majorité présidentielle ni avec l'opposition extraparlamentaire dirigée par l'imam Mahmoud Dicko. Il donne l'impression d'un homme politiquement grillé et es-

seulé.



Visiblement, Tiébilé Dramé semble être pris dans un gros tourbillon politique qui le noie à petit feu. Il paye, aujourd'hui, le prix fort de son statut de caméléon politique qui change, en plein jour, de couleur au gré de ses intérêts personnels. Pour preuve, il lui est défendu de prendre part au débat politique actuel suscité par le M5-RFP, au risque de se faire ridiculiser sur la place publique. Et cela, pour avoir été à la fois avocat d'Israël et de la Palestine.

Les Maliens l'ont vu manger le repas dans lequel il a craché hier, en sautant sur le fauteuil de ministre des Affaires étrangères à lui proposé dans le cadre de l'Accord politique de gouvernance.

Pourtant, tout le monde se rappelle encore qu'il a passé tout son temps à traiter ce régime de tous les noms d'oiseaux. Et il l'a fait moins de dix mois après avoir farouchement battu campagne contre le président IBK. C'est ce même homme qui est aujourd'hui réduit au silence. Car, n'inspirant plus la confiance de personne.

Selon nos sources, le ministre Dramé n'a aucune crédibilité auprès des partis de la majorité qui ne lui consultent sur aucune question sérieuse. Il est vu comme un intrus, dangereux et inconstant, qui peut retourner la veste à la première odeur de ses intérêts personnels.

Tout porte à croire aujourd'hui que la seule évocation de son nom suscite la colère chez les opposants au régime IBK qui l'attendent de pieds fermes pour lui rappeler son acte que certains qualifient de « trahison ».

D'ailleurs, de plusieurs sources proches des opposants au régime, il nous revient que certains de ses anciens collaborateurs de l'opposition sont en train de supplier le Ciel afin qu'il ne soit pas reconduit dans le prochain gouvernement d'union nationale. Ce, afin qu'il paie fort pour son acte de trahison.

A en croire l'un de ses anciens collaborateurs de l'équipe de campagne de Soumaila Cissé en 2018, Tiébilé Dramé a sans doute envie de parler maintenant. « Mais, il ne peut pas, au risque de se ridiculiser.

Et puis, il n'aura personne en face de lui pour l'écouter. Il est obligé d'assister en observateur aux débats actuels, sans avoir son mot à dire. Et c'est comme ça que ça se termine toujours à chaque fois que l'on manque de cohérence dans sa lutte politique. Il mérite bien son sort », analyse notre interlocuteur.

■ Moussa Koné

Moussa Mara et le régime IBK : Rupture consommée ?

Décidément, rien ne va plus entre Moussa Mara et son ancien employeur, en l'occurrence le Président de la République, Ibrahim Boubacar Kéita. Si le fait pour le premier de choisir délibérément l'option de non-aligné à l'Assemblée Nationale avait fondé certains à croire que Mara lorgnerait toujours du côté du régime, les récentes prises de position de l'homme a fini par faire la preuve qu'il n'est plus dans la logique de rester neutre face aux préoccupations essentielles du peuple malien, dont l'une des principales revendications est aujourd'hui la démission du Président IBK !

Sur cette demande légitime du peuple portée par le M5-RFP, Moussa Mara ne s'est nullement gêné de dire ses quatre vérités au Président IBK. En effet, dans un communiqué publié le 6 juillet 2020, Moussa Mara a clairement exprimé toute sa déception quant aux conclusions de la rencontre entre le président de la République, Ibrahim Boubacar Kéita et le M5-RFP. Et d'appeler IBK à se « ressaisir et à mesurer la profondeur de la crise qui fait écho à la très grande exaspération de nos compatriotes ».

Le parti Yelema de Moussa Mara « est déçu par les conclusions de la rencontre du dimanche 5 juillet 2020 entre le Président de la République et les responsables du Mouvement

M5 RFP », toute chose qui est regrettable, vu que ladite rencontre avait été sollicitée par le Président IBK lui-même et qui devrait normalement être mise à profit pour faire bouger les lignes.

Malheureusement, s'est indigné le parti de Mara, « En ne formulant aucune proposition concrète dans le sens de la réponse aux souhaits du Mouvement M5 RFP ou encore aux suggestions faites par la mission de la CEDEAO le 19 juin dernier, le Président IBK a envoyé un très mauvais message à ses interlocuteurs ». En conséquence, fera savoir le parti Yelema, « IBK portera seul la responsabilité de ce qui arrivera de fâcheux les prochains jours si des décisions courageuses et vigoureuses n'étaient pas prises dans le sens d'une réponse concrète et pertinente aux aspirations contenues dans les doléances du M5 RFP ainsi que le communiqué de la mission de la CEDEAO ».

Un petit pas en avant donc pour Mara et les siens qui, il le rappeler, n'avaient pas pris position à cette crise sociopolitique. Ils ne sont ni membre du M5-RFP, ni membres de la majorité présidentielle. Dans la même dynamique, Moussa Mara et ses camarades de Yelema viennent encore de se démarquer d'un événement organisé par les partisans du pouvoir. « Nous avons appris, par voie de Presse ce jour

lundi 6 juillet, la convocation des députés pour une cérémonie organisée les 7 et 8 juillet en commémoration du cinquième anniversaire de l'Accord pour la Paix issu du processus d'Alger. Nous informons les initiateurs de cette activité qu'il a été régulièrement déploré que l'Accord pour la Paix n'ait jamais été présenté devant l'Assemblée Nationale, ne serait-ce que pour connaître la position de l'Institution sur un sujet aussi majeur. Pourquoi s'évertuer à commémorer un acte dont on n'a pas été associé dans la conclusion ?

Nous portons également à leur connaissance que l'Accord reste très faiblement appliqué et les résultats escomptés sont loin d'être atteints. Au surplus, les Maliens, lors du dialogue national inclusif, ont unanimement demandé la relecture du document. Il aurait été, de ce fait, plus indiqué pour l'Assemblée Nationale d'organiser des discussions préparatoires de la relecture de l'Accord plutôt que d'employer des moyens importants pour juste le célébrer. Nous estimons par conséquent qu'il n'y a rien à commémorer », note-t-on dans un communiqué publié à cette fin.

En d'autres termes, Mara et les siens ne participeront pas à cette activité qu'ils assimilent à une dilapidation des deniers publics, sans aucune retombée positive ni pour le Mali et encore moins pour les Maliens. De ce qu'il précède, on peut sans doute affirmer que la rupture est totalement consommée entre Mara et son Boss qui se trouve aujourd'hui dans la tourmente !

■ **Yama DIALLO**



UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



Épisiotomie : Une souffrance lors de l'accouchement

Sur mon compte Facebook et mon statut WhatsApp, j'ai partagé l'article d'un médecin expliquant l'épisiotomie. Je ne m'attendais pas à ce que plusieurs femmes viennent partager avec moi leurs expériences, notamment la souffrance qu'elles endurent lors de l'accouchement.

Avant de partager avec vous les expériences de ces femmes, il faut d'abord préciser que l'épisiotomie n'est point une maladie mais un trouble provoqué par « une incision sur le périnée de la femme, au moment du dégagement de la tête du bébé, pendant l'accouchement », explique le Dr. Abdoulaye Diop. L'épisiotomie n'est pas obligatoire mais elle se fait pour éviter une déchirure qui pourrait toucher les orifices urinaire ou anal, ce qui pourrait entraîner des fuites urinaire ou fécale.

La douleur varie d'une femme à une autre. Il existe de très bons médicaments pour lutter contre les douleurs. Cependant, il faut discuter bien avant avec un gynécologue.

Des femmes ont accepté de témoigner, mais sous le voile de l'anonymat. Certaines ont été préparées et ont bénéficié d'un soutien médical et familial, d'autres n'ont eu aucun des deux.

Incompétences de certains agents de santé
Le récit de Fatma illustre bien en quoi le personnel hospitalier peut accroître les souffrances.

«Bonsoir Oumar, je suis très touchée par ce que tu viens de faire découvrir aux gens. Beaucoup de jeunes mamans ont subi cette expérience douloureuse mais qui, malheureusement, demeure un tabou. Pour ma part, j'ai été plus que traumatisée, je ne savais pas quoi faire ni à qui me confier. Mais Dieu faisant bien les choses, j'ai eu le soutien inconditionnel de mon mari. J'ai ensuite eu le courage d'en parler à ma famille, notamment ma maman, mes sœurs complices avec moi, et mon frère médecin.

C'était lors de mon 1er accouchement. J'ai une grossesse sans problème puis, au moment de

l'accouchement, des contractions rapides. Il n'y avait aucun problème. Malheureusement pour moi, l'équipe qui était de garde m'a négligée et j'ai commencé à accoucher sans aide. La sage-femme a paniqué et m'a fait cette incision à l'aide d'une paire de ciseaux, au plus profond de moi. De ma naissance à ce jour, je n'ai jamais senti de douleur aussi forte, aussi intense, aussi difficile à expliquer. C'est juste indescriptible. Un gynéco sans cœur m'a mis un fil avec la plus mauvaise des intentions. Les 7 jours qui ont suivi cet acte ont été terribles. Je n'arrivais pas à m'asseoir, je me mettais sur le ventre, dans mon antichambre, pour manger. J'ai perdu plus de 10 kilos en moins de 10 jours. Jusque-là, je ne sais comment décrire tous ces sentiments, cette douleur physique sans égale, ce traumatisme psychologique et émotionnel.

Je n'ai eu la force d'accuser qui que ce soit. J'étais juste déçue de ne pas avoir été aidée par ces agents de santé, car en plus mon bébé ne portait pas une grosse tête. Ils m'ont juste fait du mal en me négligeant ».

Ce témoignage révèle sans nul doute l'incompétence de certains agents de santé, qui agissent en toute impunité dans nos centres de santé. Il faut également un soutien psychologique dans ce genre de situation.

Besoin de soutien

À son tour, Assa nous parle de son cas : « C'était lors de ma première grossesse, juste avant que la tête du bébé ne sorte, le gynéco m'a dit qu'il allait me faire une petite déchirure. Finalement la déchirure a été plus grande vu le poids du bébé à la naissance (4kg).

J'avais eu une péridurale, alors au moment de l'épisiotomie, je ne pouvais pas être anesthésiée de nouveau. Et quelle douleur ! Le médecin m'avait dit que d'ici un mois je guérirais, et que cela dépendait surtout de la capacité de chaque corps à cicatriser. Après un mois, heureusement ça s'est calmé ! C'était vraiment épouvantable, car souvent j'avais même du mal à aller à la selle.

Ce qui m'a le plus fait mal, ce fut le comportement de mon mari vis-à-vis de ma souffrance. Deux semaines après l'accouchement, il me demandait sans cesse le lit et à chaque fois je refusais car la douleur était toujours là. Mais nous l'avons fait une fois et je t'assure que la douleur était insupportable. J'ai même été à la clinique le lendemain. Après ce jour, je n'ai plus accepté, et il m'a chassé de la maison. Ce fut bénéfique pour moi, car je me suis accordée le temps nécessaire pour guérir. » Pendant cette période de l'accouchement, les femmes ont réellement besoin d'un soutien psychologique de la part de leur conjoint et, au-delà de lui, celui des proches, surtout dans les grandes familles.

■ Source: Benbere



Nouveau gouvernement français : Jean Castex, le Premier ministre français, a dévoilé son nouveau gouvernement



Huit nouveaux ministres ou ministres délégués font leur entrée au gouvernement, dont Barbara Pompili à la Transition écologique, Eric Dupond-Moretti à la Justice ou encore Roselyne Bachelot à la Culture.

Après d'ultimes tractations, le nouveau gouvernement échaudé par Emmanuel Macron et son nouveau Premier ministre Jean Castex pour démarrer une nouvelle étape du quinquennat a été annoncé.

Huit nouveaux ministres ou ministres délégués font leur entrée au gouvernement, dont Barbara Pompili à la Transition écologique, Eric Dupond-Moretti à la Justice, Roselyne Bachelot à la Culture, et Elisabeth Moreno à l'Egalité femmes-hommes, a annoncé le secrétaire général de l'Elysée lundi.

Alain Griset aux PME, Brigitte Klinkert à l'Insertion, Nadia Hai à la Ville et Brigitte Bourguignon à l'Autonomie complètent l'équipe gouvernementale renouvelée de Jean Castex.

Voici la liste des ministres :

Europe et Affaires étrangères : Jean-Yves Le Drian
Transition écologique : Barbara Pompili
Education nationale, jeunesse et sports : Jean-Michel Blanquer
Economie, finances et relance : Bruno Le Maire
Armées : Florence Parly
Intérieur : Gérard Darmanin
Travail, emploi et insertion : Elisabeth Borne
Outre-mer : Sébastien Lecornu
Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales : Jacqueline Gourault
Garde des sceaux, Justice : Eric Dupond-Moretti
Culture : Roselyne Bachelot
Solidarité et Santé : Olivier Véran
Mer : Annick Girardin
Enseignement supérieur, recherche et innovation : Frédérique Vidal
Agriculture et alimentation : Julien Denormand

die

Transformation et fonction publique : Amélie de Montchalin

Ministres délégués

- Auprès du Premier ministre :

Chargé des Relations avec le Parlement et de la participation citoyenne : Marc Fesneau
Egalité entre les Femmes et les hommes, diversité et égalité des chances : Elisabeth Moreno

- Auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères :

Commerce extérieur et attractivité : Franck Riester

- Auprès de la ministre de la Transition écologique :

Logement : Emmanuelle Wargon

Transports : Jean-Baptiste Djebbari

- Auprès du ministre de l'Economie, des finances et de la relance :

Comptes publics : Olivier Dussopt

Industrie : Agnès Pannier-Runacher

Petites et moyennes entreprises : Alain Griset
- Auprès du ministre de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports :

Sports : Roxana Maracineanu

- Auprès de la ministre des Armées :

Mémoire et anciens combattants : Geneviève Darrieussecq

- Auprès du ministre de l'Intérieur :

Citoyenneté : Marlène Schiappa

- Auprès de la ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion :

Insertion : Brigitte Klinkert

- Auprès de la ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales :

Ville : Nadia Hai

- Auprès du ministre des Solidarités et de la Santé :

Autonomie : Brigitte Bourguignon

- Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre :

Porte-parole : Gabriel Attal



COVID-19 dans le monde : Des scientifiques alertent sur la possible transmission du coronavirus dans l'air

A lors que la pandémie a fait plus de 536 000 morts dans le monde, des dizaines de scientifiques ont appelé l'OMS à reconnaître l'accumulation d'indices d'une propagation par l'air du coronavirus. Ils ont par conséquent recommandé une ventilation vigoureuse des espaces publics intérieurs. Plus de 230 scientifiques internationaux ont alerté dans une lettre, lundi 6 juillet, sur "la transmission aérienne du Covid-19", soit la suspension des particules virales dans l'air, et non seulement par la projection de gouttelettes (par la toux, l'éternuement et la parole) sur le visage d'autrui ou des surfaces. Leur lettre vise directement l'Organisation mondiale de la santé, déjà critiquée pour avoir tardé à recommander les masques, et ici accusée de refuser de voir l'accumulation d'indices d'une propagation par l'air du virus. "Nous appelons la communauté médicale et les organismes nationaux et internationaux compétents à reconnaître le potentiel de transmission aérienne du Covid-19", écrivent dans la revue *Clinical Infectious Diseases* d'Oxford deux scientifiques, Lidia Morawska de l'université de Queensland (Australie) et Donald Milton de l'université du Maryland, dans un article signé par 237 autres experts.

Mieux ventiler les pièces

"Il existe un potentiel important de risque d'inhalation de virus contenu dans des gouttelettes respiratoires microscopiques (micro-gouttelettes) à des distances courtes et moyennes (jusqu'à plusieurs mètres, de l'ordre de l'échelle d'une pièce), et nous prônons le recours à des mesures préventives pour empêcher cette voie de transmission aérienne", poursuivent-ils.

Il n'y a pas de consensus scientifique que cette voie aérienne joue un rôle dans les contagions, mais Julian Tang, l'un des signataires, de l'Université de Leicester, répond que l'OMS n'a pas prouvé l'inverse : "L'absence de preuve n'est pas une preuve d'absence." À l'heure du déconfinement, il est urgent, plaident les experts, de mieux ventiler lieux de travail, écoles, hôpitaux et maisons de retraite, et d'installer des outils de lutte contre les infections, tels que des filtres à air sophistiqués et des rayons ultraviolets spéciaux, qui tuent les microbes dans les conduits d'aération.

Inquiétude aux États-Unis

Le nouveau coronavirus a fait au moins 536 138 morts dans le monde depuis fin décembre, selon un bilan établi par l'AFP lundi. L'inquiétude régnait toujours, lundi, aux États-Unis, où la barre des 130 000 morts du Covid-19 a été dépassée et où des records de contami-

nations (près de 55 000 en une journée lundi) continuent d'être battus. "Nous avons rouvert beaucoup trop tôt en Arizona", a déploré la maire de Phoenix Kate Gallego.

Le président Donald Trump continue pourtant d'affirmer que la crise est "sur le point" de s'achever, s'attirant l'ire entre autres du maire démocrate d'Austin, au Texas, Steve Adler, qui a qualifié ses propos de "dangereux" pour les habitants de sa ville, dont les services de réanimation risquent d'être débordés "d'ici dix jours".

La tendance demeure également inquiétante dans plusieurs pays d'Amérique latine. Le Chili a franchi le seuil des 10 000 morts et la Colombie celui des 4 000 morts. Le Brésil a enregistré 620 morts supplémentaires en vingt-quatre heures dimanche. Pour autant, Sao Paulo rouvre ses bars et restaurants, et le port du masque n'est plus obligatoire dans les prisons surpeuplées.

Restrictions locales en Europe

Face à une flambée d'infections dans la ville de Melbourne, l'Australie a décidé d'isoler l'État de Victoria du reste du pays. Et le reconfinement est de mise à partir de lundi à Antananarivo, la capitale de Madagascar, deux mois après la levée des restrictions.

L'Europe, où l'évolution de la pandémie semble maîtrisée, s'inquiète tout de même d'une résurgence des cas, conduisant la mise en place de nouvelles restrictions locales, comme en Espagne.

En Indonésie, pays d'Asie du Sud-Est qui connaît le plus lourd bilan (65 000 personnes infectées et 3 241 morts), l'île de Bali veut rouvrir en septembre aux touristes internationaux.

Autre pays dépendant du tourisme, le Kenya reprendra ses vols internationaux et nationaux le 1er août.

La Grèce, qui avait reçu en 2019 quelque 3,5 millions de touristes Britanniques, a elle annoncé, lundi, le retour des vols directs depuis le Royaume-Uni le 15 juillet. Et ce, malgré les critiques, le pays de Boris Johnson essayant le plus lourd bilan européen.

■ Source: AFP

Mamoutou Touré « Bavieux », président de la Femafoot : « Il n'y a aucun problème entre la Fédération et le Ministère des Sports... » « Notre souhait est de finir le championnat national pour sauver l'essentiel »

Mamoutou Touré « Bavieux », président de la FEMAFoot : « Il n'y a aucun problème entre la Fédération et le Ministère des Sports... » « Notre souhait est de finir le championnat national pour sauver l'essentiel »

Le président de la Fédération Malienne de Football (FEMAFoot), Mamoutou Touré « Bavieux », a animé une conférence de presse le mardi 30 juin 2020 au Patronat pour donner la bonne information aux journalistes par rapport aux démarches entreprises par le Comité exécutif de la FEMAFoot pour la reprise des compétitions et le fonds de la Fifa alloué aux différentes fédérations. Des informations qui avaient fait l'objet de beaucoup d'interprétations infondées de la part de certains journalistes et animateurs sportifs.

A l'entame de ses propos, Mamoutou Touré « Bavieux » président de la Fédération Malienne de Football, a fait observer une minute de silence pour la mémoire des acteurs sportifs disparus dont le journaliste sportif Ousmane Koné dit « Puissant » de la radio Fr3, avant de planter le décor de la conférence de presse. « Le Comité exécutif de la FEMAFoot a jugé nécessaire de rencontrer la presse sportive pour lui expliquer les démarches que le Comité exécutif de la FEMAFoot a eu à entreprendre par rapport à la reprise du championnat national de football et parler également du Fonds d'urgence que la Fifa s'apprête à allouer à toutes les fédérations et à toutes les confédérations », a-t-il introduit. Il a par la suite démenti l'information faisant croire qu'il y avait une brouille entre la Fédération et le ministère de la Jeunesse et des Sports. « C'est avec humilité que je dis qu'il n'y a aucun problème entre la Fédération Malienne de Football et le Ministère des Sports, même si c'est vrai, il y a un moment, nous ne sommes pas retrouvés

pour restituer un certain nombre de choses », a-t-il dit.

Il a informé les journalistes que le Comité exécutif a eu, auprès du ministre des Sports, l'acquisition d'une parcelle au niveau de Kabala pour la construction d'un Centre technique moderne. « Cela prouve à quel point le ministre des Sports s'est engagé personnellement pour aider la FEMAFoot en cela. Beaucoup de choses se disent aujourd'hui dans la presse pour faire croire que la FEMAFoot a des problèmes avec le département de tutelle. Je le dis très clairement, nous n'avons aucun problème avec le département de tutelle. De la mise en place de mon bureau jusqu'au moment de la conférence, c'est la disponibilité totale du ministre des Sports et de ses collaborateurs qui nous a accompagnée dans tout ce que nous avons entrepris », a-t-il démenti.

« Les conditions qu'on veut mettre sur place doivent nous permettre de jouer le championnat »

Sur la suspension du championnat national à cause de la Covid-19, le président de la FEMAFoot a rappelé que sa structure a été la première fédération à suivre la démarche de l'Etat en suspendant les compétitions nationales jusqu'à nouvel ordre. Et le Comité exécutif, dans un élan de solidarité, a approché le département pour remettre une somme de 5 millions FCFA au Ministère de la Santé pour la lutte contre la Covid-19.

Pour la reprise du championnat national, Bavieux a fait savoir que le Comité exécutif a informé la Caf et la Fifa de son intention de reprendre le championnat dès lors que les mesures sanitaires permettraient de le faire. « Aujourd'hui, beaucoup de pays ont repris leurs compétitions. Nous avons estimé au niveau du

Comité exécutif que la complexité actuelle du football malien ne peut trouver une solution idoine que lorsque notre championnat sera terminé. Après analyse de la situation, nous avons dit qu'il faut continuer. En reprenant le championnat pour jouer la 22e journée, cela permettra de dénouer le championnat et de connaître 15 équipes sur les 17 qui doivent être maintenues en première division pour la saison 2020-2021 et les 6 qui doivent être relégués en 2e division ».

« En jouant seulement la 22e journée du championnat, on aura déjà 15 clubs sur 17 qui seront maintenus en première division. Les 2 autres seront déterminés par les matches du Play-off. Mais au-delà de tout ça, nous avons estimé qu'il faut mettre l'être humain au centre de notre évaluation parce que la maladie a fait tellement de ravages dans beaucoup de pays que nous sommes tenus, en tant que responsables, d'avoir une préoccupation. C'est comme ça que nous avons écrit au département des Sports, comme il est de coutume, pour dire que nous souhaiterons reprendre les compétitions si le département de tutelle estime que les conditions sont réunies pour le faire. Le Ministère a répondu qu'il a pris acte de notre correspondance, mais qu'il va s'en référer au Ministère de la Santé par le truchement du Comité scientifique. Sur les conseils de Dr. Adama Sangaré de la Commission Médicale de la FEMAFoot et d'autres spécialistes de la médecine, nous avons commis une commission pour faire des propositions qui consistent, entre autres, à jouer les matches à huis clos ; le test de tous les acteurs avant le début de la compétition ; la mise en place par le Comité exécutif d'un protocole sanitaire auprès de tous les clubs, tous les stades, toutes les commissions qui doivent participer à l'organisation du championnat. Ces propositions ont

été envoyées au Comité scientifique pour la reprise du championnat. La réponse du Comité scientifique, qui est un avis, est que le protocole sanitaire avec deux points de plus peut permettre de jouer le championnat.

Après, il y a eu la réaction du département qui est normale. Cet avis disait que l'avis du Comité scientifique est aussi lié à l'avis de la Commission de défense présidée par le chef de l'Etat, Ibrahim Boubacar Kéita. Tout cela est normal. Puisque c'est le Comité scientifique qui a instruit au département des Sports la fermeture des stades. Nous voulons simplement dire qu'aujourd'hui, les conditions qu'on veut mettre en place doivent nous permettre de jouer le championnat. Vouloir nous amener sur une autre réflexion, veut dire de reprendre le championnat l'année prochaine avec les mêmes équipes. Cela peut nous coûter cher car l'aspect transport aérien sur les régions du Nord est compliqué. [...] Nous voulons faire en sorte que le Tout Puissant puisse nous assister pour qu'on puisse jouer la 22e Journée, éventuellement le Carré d'As et le Play-off pour avoir une saison normale. Ceux qui ne sont pas de notre avis et qui se préoccupent de la santé de leurs joueurs n'ont pas tort. Il faut qu'on s'entende sur l'essentiel. Quoi qu'on fasse, on est obligé de jouer au ballon. Personne ne peut nous dire qu'on arriverait à endiguer la Covid-19 d'ici la fin de l'année 2020 ou 2021", a-t-il largement expliqué.

Bavieux a conseillé aux Maliens de ne se faire peur et de positiver tout cela en ayant à l'esprit que le Comité exécutif a l'obligation de soutenir le Protocole sanitaire de l'Etat. Selon lui, les clubs doivent être assistés parce que les gens commencent à s'adapter à la Covid-19 en s'assurant du respect des mesures barrières édictées. "Nous n'allons pas vivre en vase clos. On peut ne pas aimer le président de la Fédération ou les membres du Comité exécutif, cela est aussi humain, mais sauvons l'essentiel. Car depuis 2015, on n'arrive pas à jouer au ballon au Mali. Pour une des rares fois, on est arrivé à organiser un championnat qui est en train de sortir le football de l'ornière. Il ne faut donc pas que nous rations cet élan. Ce qui va nous amener dans des complications", a-t-il conseillé.

Il a fait savoir que pour la reprise du championnat, le Comité exécutif a décidé d'aider les clubs, les Ligues et tous les autres acteurs qui se débattent dans des difficultés. En prélude



à cette reprise du championnat, le Comité exécutif a décidé de doter en équipements les Ligues, les clubs de Ligue 1, les clubs de foot féminin, les commissions : ballons, survêtements, des maillots, des masques, des thermo flash, des kits de lavage des mains.

Fonds d'urgence Covid-19

Parlant du fonds Covid-19, Bavieux a donné des éclaircissements sur ce fonds initié par la FIFA. Il a rassuré et pris l'engagement que quand cet argent va venir, il sera judicieusement partagé entre tous les acteurs du football malien. Il a salué l'initiative du président

de la FIFA pour ce fonds d'urgence qui vient à point nommé pour aider les acteurs du football, car la Covid-19 a impacté sur tout ceux qui sont autour du football, à savoir les joueurs, les responsables de clubs, les journalistes, les supporters, tous ceux qui ont un intérêt lié à la gestion du football et qui sont affectés par la pandémie. C'est un fonds de solidarité qui doit être alloué à toutes les fédérations. Il a juré que ce fonds d'urgence n'est pas encore arrivé dans la caisse de la Fédération. Il a conseillé aux uns et autres d'être patients pour avoir la réelle information sur ce fonds pour la communiquer.

Fonds opérationnel de la FIFA

S'agissant du coût du fonds opérationnel donné la FIFA donné aux fédérations et qui s'élève un 1 million de dollar, Bavieux a informé qu'aucune Fédération n'a bénéficié de la totalité de cette somme. C'est un acompte de 500 000 dollars qui est donné courant janvier avec des critères bien définis. Il est conditionné à l'organisation du championnat national. "Les premiers 500 000 dollars donnés pour couvrir les dépenses opérationnelles, c'est-à-dire, le fonctionnement de la Fédération, le paiement des salaires des travailleurs de la Fédération, l'entretien des installations de la Fédération, l'électricité, le téléphone, les compétitions, le fonctionnement des structures de l'année 2020. Et le reste des 500 000 dollars, selon le président de la Fifa, ne sera pas payé avant 2021.

Les recettes de la Fédération proviennent de la subvention de la FIFA, la subvention de la CAF et le sponsoring d'Orange-Mali. A la date

d'aujourd'hui, le contrat avec Orange n'est pas signé parce qu'Orange a été hésitante par rapport à la reprise du championnat. En partageant les 500 000 dollars qui sont arrivés à la Fédération entre nos structures déconcentrées, comment est-ce que la Fédération va fonctionner ? Je rappelle que l'organisation du championnat coûte 1 079 000 000 FCFA. La totalité des subventions de la Fifa, de la CAF, d'Orange, ne couvre pas le budget du championnat. C'est pour dire qu'au niveau de la Fédération, il y a beaucoup de difficultés", a-t-il fait comprendre.

Il a ajouté que si aujourd'hui le championnat ne reprenait pas, comme certains le souhaitent, il n'est pas évident que l'année prochaine la FEMAFOOT puisse obtenir le montant de 1 079 000 000 FCFA pour jouer le championnat prochain. "Le montant de 1 079 000 000 FCFA. C'est un budget adopté et approuvé par le Comité de Normalisation (CONOR) entouré d'une petite commission composée de Moussa Konaté, Modibo Coulibaly, Hamala Nimaga, Has-

san Cissé, Mohamed Sissoko et Ibra. A cette époque, nous n'étions pas aux affaires", a-t-il clarifié. Il a sollicité l'union et l'entente des uns et des autres pour la recherche de gros sponsors. Il a soutenu que des dispositions sont prises aussi par le Comité exécutif pour le championnat de 2ème division afin d'assurer la montée en première division des 3 autres clubs qui compléteront à 20 les 17 maintenus en D1 pour la prochaine saison 2020-2021.

Il a aussi informé du projet du Centre technique à Kabala dont le dossier avance normalement. Il a dit que le Mali est l'un des pays au monde à bénéficier d'un deuxième Centre technique parce que le Centre de Kayo ne répond plus aux normes. La première pierre du centre de Kabala sera bientôt posée.

Il a informé de la formation des directeurs techniques. Le dossier d'appel à candidature sera bientôt lancé.

■ **Siaka DOUMBIA**





Bélier (21 mars - 19 avril)

Intégrer une nouvelle équipe n'est pas une tâche facile, mais vous avez toutes les qualités relationnelles requises pour le faire avec brio. Vénus veille au grain, vous êtes plutôt bien accueilli. Votre personnalité solaire ravit vos nouveaux collègues.

Entre dépenses obligatoires et gains inespérés, on peut dire que vous brassez un peu d'argent. Cependant une bonne gestion vous évitera tout un tas de contrariétés par la suite, vous l'avez bien compris. Aujourd'hui vous trouvez une main tendue.



Taureau (20 avril- 19 mai)

Intégrer une nouvelle équipe n'est pas une tâche facile, mais vous avez toutes les qualités relationnelles requises pour le faire avec brio. Vénus veille au grain, vous êtes plutôt bien accueilli. Votre personnalité solaire ravit vos nouveaux collègues.

Entre dépenses obligatoires et gains inespérés, on peut dire que vous brassez un peu d'argent. Cependant une bonne gestion vous évitera tout un tas de contrariétés par la suite, vous l'avez bien compris. Aujourd'hui vous trouvez une main tendue.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Il faut vous faire à l'idée que la journée est épuisante et elle ne vous laisse pas le temps de souffler. Faites des pauses suffisamment pour ne pas à avoir à subir le stress. Un manque de collègues ou une désorganisation apportent une surcharge de travail.

Les dépenses concernent les frais qui sont destinés à la famille, aux charges domestiques ou encore à l'éducation des enfants. Il y a peu de possibilités d'économie et vous comprenez que des concessions sont encore nécessaires pour stabiliser la trésorerie.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous vous soumettez à une discipline assez stricte et enclencherez un rythme soutenu. Vous vous donnez les moyens d'obtenir ce que vous visez et vous serez plutôt acharné ! Vous avez raison, car les résultats ne se feront pas attendre. Du mouvement sur vos comptes, mais c'est pour la bonne nouvelle. Des intérêts ou des rentées récompensant votre sérieux arrivent sur votre compte. Vous êtes rassuré, car, au fond de vous, vous avez toujours une peur liée au manque.



Lion (22 juillet - 23 août)

Uranus en Taureau vous motive et l'ambition s'éveille. L'envie d'obtenir un poste créatif ou qui vous permet de manoeuvrer en donnant vos idées vous anime. Grâce à votre détermination, vous avez la possibilité de parvenir à cet objectif jour après jour.

Vous pourriez dépenser beaucoup pour renouveler la penderie. L'envie de séduire et refaire la garde-robe ou de vous offrir des produits de soins et loisirs font partie de vos tentations irrésistibles. Vous devez procéder à des choix pour limiter les frais.



Vierge (23 août 23 septembre)

Vous flâchez sur le plan humain, vous ne supportez plus aucun de vos collaborateurs. Vous avez du mal à contenir vos ressentiments, votre déception est grandissante. Vénus vous met en garde, vous exclure du groupe n'est pas la solution.

À la maison, l'argent pourrait devenir un sujet qui fâche. Heureusement qu'une bonne nouvelle vient calmer les esprits. Un gain inespéré permet à votre moral de grimper en flèche, vous êtes très satisfait de la situation. Ça se fête raisonnablement.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous flâchez sur le plan humain, vous ne supportez plus aucun de vos collaborateurs. Vous avez du mal à contenir vos ressentiments, votre déception est grandissante. Vénus vous met en garde, vous exclure du groupe n'est pas la solution.

À la maison, l'argent pourrait devenir un sujet qui fâche. Heureusement qu'une bonne nouvelle vient calmer les esprits. Un gain inespéré permet à votre moral de grimper en flèche, vous êtes très satisfait de la situation. Ça se fête raisonnablement.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous aurez les faveurs d'un public ou d'une clientèle. Vous saurez les captiver par votre charisme et par votre discours. Vous relèverez les défis avec panache et tout ce que vous avez mis sur pied jusqu'à présent commence à porter ses fruits.

Vous devrez faire preuve de prudence si l'idée de vous agrandir ou de développer une affaire vous titillera. Jupiter vous incite à la prodigalité, méfiez-vous de vos élans que ce soit dans le domaine professionnel comme dans votre vie privée.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Des collaborations sont source de joies. Vous remarquez que l'on écoute vos conseils et la complicité continue d'être importante dans votre activité. Jupiter en Sagittaire vous apporte de la satisfaction et de la positivité. Votre ambition revient en force.

Des doutes surviennent dans votre vie professionnelle et avant de vous lancer dans un nouveau départ. Il est conseillé de freiner vos dépenses et de voir si elles sont réellement importantes et prioritaires. Un peu d'inquiétude est à venir pour la journée.



Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous êtes à deux doigts de baisser les bras, vous n'arrivez plus à lutter contre les personnes mal intentionnées de votre entourage professionnel. Vous bénéficiez d'une aide que vous n'attendiez plus, encore un peu de patience pour que tout s'arrange.

Pensez à placer vos gains avant d'être soumis à la tentation et de craquer pour des achats compulsifs. Si vous en éprouvez le besoin et que ça peut vous rassurer, prenez votre calculatrice, refaites vos comptes, et traquez la moindre dépense.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Si vous travaillez en équipe, il est conseillé de ne pas être impulsif, car votre franchise amène une tension. Des efforts sont à faire pour ne pas altérer l'ambiance. Votre nature enjouée est appréciée. L'ambiance est bonne tout en étant productive.

Pour économiser, vous pourriez limiter les sorties. Cette résolution est difficile à tenir. Vous aimez faire des activités avec vos amis, or tout cela a un coût. Ces loisirs sont la cause principale de dépenses. L'argent vous file entre les doigts.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous savez ce que vous valez et vous ne jouez pas les faux modestes. Vous attendez que l'on reconnaisse à leur juste valeur vos mérites et vos capacités. Cependant une attitude trop agressive aura l'effet inverse. Ne vous faites pas rejeter !

Côté finances, tout semble aller pour le mieux. Les rentrées sont régulières, vous parvenez à équilibrer votre budget sans pour autant vous priver. Vous êtes heureux de constater que vous êtes arrivé à tenir parole ! Vous êtes plus rigoureux.

Promo Modem 4G

Malitel
Proche de vous

29 000 FCFA

au lieu de ~~39 900F~~

- 25%

**JUSQU'À 10 APPAREILS
CONNECTÉS EN SIMULTANÉ**



4G



Malitel
Proche de vous

**5 Go
offerts**



SPIRIT

Jusqu'au 30 juin 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour **vos smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official